

Dakar, Sénégal, 12 mai (Infosplusgabon) - La nécessité de demander à l'Union africaine (UA) de saisir la Cour pénale internationale (CPI) sur la gestion du dossier libyen a été au centre du deuxième jour du premier dialogue direct entre protagonistes libyens, démarré vendredi à Dakar, au Sénégal, et appelé "Dakar1".

Ce point, qui vise en définitive l'abandon des poursuites de la CPI contre le fils du colonel Kadhafi, Saïf Al Islam Kadhafi, est défendu par les partisans de septembre 69, en référence à la prise du pouvoir par le colonel Mouammar Kadhafi, qui tiennent coûte que coûte à l'inscrire dans l'ordre du jour qui compte 12 points au total.

En revanche, les partisans de février 2011, en référence à l'insurrection populaire à l'origine de la chute du colonel défunt et de son régime, refusent catégoriquement

l'inscription de ce point dans l'ordre du jour, arguant que cela risquerait de "nous ramener au passé" qui ne milite pas en faveur d'une réconciliation nationale.

Les deux parties sont finalement parvenues à un compromis sur ce point qui consiste à le confier à un comité de rédaction pour rédiger un paragraphe axé sur le sort de Saïf Al Islam, qui sera suivi par deux personnalités désignées par l'Assemblée jusqu'à Dakar", qui sera élargi à d'autres protagonistes.

La réunion examinera d'autres points dont la libération de tous les prisonniers et le démantèlement des milices, le rapatriement des ressources pillées et le retour des déplacés.

La construction d'un État libyen stable, fiable et durable, l'élaboration d'une constitution qui permet d'organiser l'Etat et d'assurer son fonctionnement régulier doté d'institutions crédibles (Gouvernement, Parlement et Justice) et la mise en place d'une Commission nationale de vérité et de réconciliation, figurent au nombre des points inscrits à l'ordre du jour de la séance.

Les participants à la rencontre ont aussi souligné la nécessité d'inviter l'Union africaine à jouer un rôle plus direct et plus organisé sur le dossier libyen.

Parmi les points sur la table de discussions, sont aussi inscrits des points relatifs à la reconstruction du pays sur des bases institutionnelles, juridiques et constitutionnelles, l'élargissement du cadre du dialogue ouvert à d'autres et la nécessité d'oublier le passé de manière constructive et définitive, tout en travaillant pour construire l'avenir à partir du présent pour rétablir l'Etat.

L'engagement des mécanismes adéquats pour la dissolution des milices et le rejet du discours médiathèque négatif ont également été retenus dans l'ordre du jour.

Les participants ont en outre inscrit dans l'ordre du jour le rejet du terrorisme sous toutes ses formes.

La rencontre de Dakar, ouverte vendredi par le président sénégalais Macky Sall, et dont les travaux sont dirigés par Moustapha Niasse, président de l'Assemblée nationale sénégalaise, se tient avec l'accord de l'UA et le soutien du Sénégal.

Elle vise "l'installation durable d'un dialogue, sans intermédiaire et sans préalables, entre les représentants libyens issus de tous les horizons politiques, rappelle-t-on.

Selon le président de la Fondation Brazzaville, initiatrice de la rencontre, Jean-Yves Ollivier, celle-ci est "totalement complémentaire à d'autres efforts de médiation engagés par des acteurs internationaux comme l'ONU, qui organise jusqu'à fin juillet une conférence de réconciliation

nationale".

FIN/INFOSPLUSGABON/MPO/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon